



Les résultats de l'enquête menée par l'intersyndicale CGT, CNT, SNCL-FAEN, SNUEP-FSU, SNEP-FSU, SUD Éducation, SNALC et le collectif « *touche pas à mon LP* » confirment que la réforme Blanquer de la voie professionnelle a des impacts négatifs immédiats sur le travail des personnels et élèves de lycée professionnel et ce, dès cette rentrée alors même que seules les classes de seconde bac pro et première CAP sont concernées.

91 % déclarent que cette réforme dégrade leurs conditions de travail. Ils et elles sont d'ailleurs déjà nombreuses et nombreux à avoir travaillé davantage cet été sur leur temps de repos. En cause, les nouveaux programmes dans toutes les disciplines générales et les nouveaux dispositifs, notamment la co-intervention et le chef-d'œuvre qu'ils dénoncent fortement. Les personnels sont 93 % à estimer que la réforme va dégrader les parcours scolaire et professionnel des jeunes car elle risque de diminuer la qualité des diplômes et les acquis nécessaires à leur citoyenneté. De plus, ils et elles sont 88,7 % à estimer être insuffisamment rémunéré-es au regard du travail effectué.

Dans le contexte dramatique que l'on connaît où les épuisements professionnels sont nombreux, où des filières entières, comme GA, subissent de plein fouet les conséquences de choix politiques irresponsables, où des collègues commettent des actes irréparables, il est urgent que le ministre apporte des réponses concrètes à cette souffrance des personnels et retire la réforme de la voie professionnelle.

Dans l'Éducation nationale, le projet de réforme des retraites implique inéluctablement une baisse drastique des pensions. Pour contenir cette baisse, la seule piste évoquée par le ministère est de lier une évolution indemnitaire à une évolution des métiers et de nouvelles missions qui conduiraient à un allongement du temps annuel de travail. C'est un chantage que nous ne pouvons accepter alors même que la réforme en cours alourdit déjà la charge de travail des enseignant-es.

Pour nos organisations syndicales, c'est non ! Nos salaires doivent être augmentés sans condition par une revalorisation du point d'indice et de nos grilles salariales. Ce projet de réforme des retraites doit être abandonné.

C'est ensemble que nous devons nous mobiliser pour mettre un coup d'arrêt aux attaques que nous subissons !

C'est pourquoi, nos organisations syndicales CGT, CNT, FA-EN, SNUEP-FSU, SNEP-FSU, SUD Éducation, SNALC et le collectif « *touche pas à mon LP* » appellent les personnels à préparer et réussir la grève interprofessionnelle du 5 décembre et à construire ses suites.

Paris, le 18 novembre 2019